



Objet du marché :

## **TRAVAUX DE SOBRIETE ENERGETIQUE REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES**

50 rue Claude Bernard – 24000 PERIGUEUX

**UIOSP 24-202501JOINTSFENETRES**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Phase DCE – Février 2025**

**Généralités Communes Tous Corps d'Etat**

## ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'OPERATION

La présente opération concerne des travaux de Sobriété Énergétique à réaliser dans le bâtiment de l'UNION IMMOBILIÈRE DES ORGANISMES SOCIAUX DU PERIGORD situé dans la ville de PERIGUEUX (24) dans le département de la DORDOGNE.

Le bâtiment a été construit dans les années 1970 et réhabilité en 1995. Le projet consiste :

- Au remplacement d'une partie des joints d'étanchéité des ouvrants existants.

**L'ensemble de ces travaux seront réalisés en site occupé en plusieurs phases de travaux.**

## ARTICLE 2 – LISTE DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

### **MAITRE D'OUVRAGE**

**UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES SOCIAUX DU PERIGORD**

50 rue Claude Bernard – 24 000 PERIGUEUX

Tél : 05 53 02 53 94 – [contact@uiosp.fr](mailto:contact@uiosp.fr)

## ARTICLE 3 – MISSIONS SPS

**En cours**

## ARTICLE 4 – NOMENCLATURE DES LOTS, PLANS ET DOCUMENTS

### **LISTE DES LOTS**

- Généralités Communes Tous Corps d'État
- Lot n°01 – Menuiserie aluminium

### **LISTE DES PLANS**

- Plans de repérage des façades (Sans Échelle)

### **DOCUMENTS**

- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- L'ensemble du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) concernant tous les corps d'état ;
- L'ensemble des cadres de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- Le rapport Amiante ;
- Le calendrier prévisionnel des travaux ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.A.G) ;
- Le règlement de Consultation (R.C) ;
- L'Acte d'Engagement (A.E).

## ARTICLE 5 – CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE

L'ensemble des pièces du marché s'efforcent de renseigner l'entreprise sur la nature des travaux à effectuer, leurs étendues et leurs emplacements, mais il convient de signaler que ces descriptions n'ont pas un caractère limitatif et que le soumissionnaire doit exécuter, comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, l'ensemble des travaux de sa profession nécessaires et indispensables à l'achèvement complet de ces travaux.

L'entrepreneur par le fait de soumissionner est réputé avoir une parfaite compréhension des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance. L'entreprise aura une parfaite connaissance des lieux et conscience de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur la conception, l'exécution, la qualité, les prix et les délais de réalisation des ouvrages. Elle reconnaît avoir suppléée par ses connaissances professionnelles, dans sa spécialité, aux détails qui peuvent être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

L'entreprise est tenue de vérifier et éventuellement de rectifier sous sa responsabilité tous les documents mis à sa disposition (plans, coupes, élévations, détails, Cahier des Clauses Techniques Particulières, bordereaux de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, etc...). Elle devra signaler toutes erreurs ou omissions éventuelles,

car elle ne pourra prétendre que celles-ci fassent l'objet d'une suspension de travaux ou d'une demande de supplément de prix. Ces erreurs ou omissions seront listées dans un document annexé à son offre avec chiffrage à l'appui. L'absence de document notifié par l'entreprise au stade de la remise de sa soumission impliquera qu'elle accepte sans réserve les exigences les plus contraignantes.

Si l'entreprise ne respecte pas ces exigences, le Maître d'Ouvrage se verra dans obligation de refuser les travaux exécutés.

De manière générale, les solutions retenues seront celles conduisant à la prestation la plus complète et de la meilleur qualité.

Devront être exécutés comme étant dans leur prix, sans exceptions ni réserves, tous les travaux nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages et permettant une utilisation satisfaisante dans le cadre de l'opération.

Dans le cadre de sa mission (mission de Base), le Maître d'Ouvrage fournit le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sans les quantités : l'entreprise a à sa charge la réalisation de celles-ci. Il est entendu que l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas arguer d'omissions ou d'erreurs aux plans, aux C.C.T.P., aux D.P.G.F. pour se dispenser d'exécuter intégralement et parfaitement les prestations demandées répondant aux besoins exprimés et aux normes en vigueur.

Chaque entreprise devra OBLIGATOIREMENT remettre son offre conformément aux cadres D.P.G.F fournis.

L'ensemble des travaux seront traités Forfaitairement et aucune Plus-Value que ce soit, ne sera allouée à l'entreprise au titre de la réalisation de ses ouvrages.

## ARTICLE 6 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTIONS

### CONNAISSANCE DU PROJET

Pour l'étude et la détermination de sa prestation, l'entrepreneur devra se procurer toutes les pièces du dossier.

Il a le devoir d'en prendre connaissance et ne pourra en aucun cas faire état de ne pas les avoir consultés et de les ignorer, pour éluder ses obligations en matière de prestations.

Il est précisé que l'entrepreneur devra prévoir à sa charge l'ensemble des travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble de ces ouvrages.

L'Entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature, des travaux et fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant, de par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'il jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraires aux règles à respecter.

L'entrepreneur doit provoquer, en temps utile, la remise de tous les renseignements complémentaires. Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que les conséquences en résultant.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires à la sécurité de l'ensemble des personnes présentes sur le chantier y compris les agents travaillant dans les locaux, ainsi qu'à une parfaite exécution de leurs ouvrages.

Tous les travaux nécessaires seront inclus dans son offre, y compris la gestion des déchets.

### DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

#### MATERIAUX, MARQUE, REFERENCES

Les marques et références de certains produits ou matériaux cités dans le C.C.T.P. sont données à titre indicatif. L'entreprise a la possibilité de proposer des produits analogues qui présentent des caractéristiques techniques, dimensionnelles et esthétiques de qualités équivalentes.

En cas de proposition de produits différents, l'entreprise doit impérativement demander l'accord écrit du Maître d'Ouvrage.

D'une manière générale, l'entreprise est tenue de fournir sur demande du Bureau de Contrôle ou du Maître d'Ouvrage, les spécifications techniques détaillées concernant les produits et matériaux qu'elle doit mettre en œuvre.

L'Entrepreneur devra la fourniture de tous les échantillons concernant les matériaux employés et les fournitures diverses : ils devront être soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du Bureau de Contrôle avant tout commencement des travaux.

#### **MODALITES DE CALCULS DES PRIX**

Les plans et les descriptifs du dossier ont pour objet de renseigner l'entreprise sur la nature des ouvrages, leur consistance, leurs dimensions et les performances exigées : ces descriptions n'ont pas un caractère limitatif, l'entreprise doit prévoir tous les travaux indispensables pour assurer le complet achèvement et le parfait service des constructions projetées, conformément aux règles de l'art et de la construction.

L'entreprise reconnaît s'être rendue sur place et avoir fait toutes constatations, demandé tous les renseignements complémentaires et pris toutes mesures utiles au cas où les pièces du dossier lui sembleraient insuffisantes.

En particulier, il ne sera accordé aucun supplément pour les modifications de détail nécessitées par les exigences de la réhabilitation ou pour les imprévus de l'entreprise.

Ne seront pris en compte que les aléas dont l'Entrepreneur aura pu faire la preuve qu'ils étaient imprévisibles et non décelables pendant la période de l'Appel d'Offres.

#### **DIMENSIONS ET VERIFICATION DES CÔTES**

Les dimensions nominales des ouvrages sont données à titre indicatif dans le C.C.T.P., ou sont indiquées sur les plans selon le cas : ces dimensions devront être confirmées en phase Exécution par le titulaire du lot concerné.

L'Entrepreneur sera tenu de vérifier les côtes portées sur les plans et de s'assurer de la concordance entre les différents plans. Lors de l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur les plans : les dimensions réelles des ouvrages seront relevées sur place.

### **ARTICLE 7 – REGLEMENTATION**

#### **REGLEMENTATIONS SUR L'HYGIENE ET LA SECURITE**

L'entreprise devra lors du chiffrage de son offre, prendre en compte toutes les réglementations en vigueur, concernant l'hygiène et la sécurité à savoir en outre :

- Décret n° 65-48 de janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (tiré II - Hygiène et sécurité des travailleurs), et ses circulaires d'application.

- Loi n° 93-1418 du 31.12.93 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92-57 en date du 24.06.92.

- Décret n°94-1159 du 26.12.94 et circulaire DRT n°96.5 du 10.04.96, relatifs à la coordination hygiène et sécurité des travailleurs sur les chantiers de bâtiment et de Génie Civil.

#### **REGLEMENTATIONS SUR LA CONSTRUCTION**

Les réglementations générales propres à la construction doivent être respectées par l'Entreprise. L'essentiel de ces réglementations est rappelé ci-après :

- Code de la construction ;
- Code de l'Urbanisme ;
- Arrêté de 25 avril 2003 concernant la protection contre les bruits aériens et solidiens ;
- Décret 69.963 du 17.09.63, pris en application de la loi 61.842 du 03.08.61 et arrêtés départementaux ou locaux concernant la pollution atmosphérique ;
- Décret n° 72.1120 du 14.12.72 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures, aux règlements et normes de sécurité en vigueur ;
- Arrêté du 07.11.41 déterminant les conditions auxquelles doivent répondre l'établissement, le fonctionnement et l'alimentation des circuits de secours et de sécurité ;

- Arrêté du 09.05.51 déterminant le degré de gravité que ne doit pas excéder les perturbations radioélectriques susceptibles d'être produites par les appareils et installations électriques
- Arrêté du 11.05.51, fixant les limites des tensions perturbatrices imposées à certaines catégories d'appareils électriques et les conditions de mesure de ces perturbations ;
- Arrêtés du 04.03.69, du 15.11.71 et 31.10.73 relatifs à la sécurité ;
- Décret n° 65-48 de janvier 1965 concernant l'hygiène et la sécurité
- Loi n° 93.1418 du 31.12.93 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92.57 en date du 24.06.92 ;
- Décret n° 94-1159 du 26.12.94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail (2ème partie : Décrets en Conseil d'État).

En outre, toutes les fournitures doivent porter la marque de qualité qui leur est propre : USE NF GAZ, etc...  
Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels ne peuvent être admis que sous réserve de justifications techniques précises dans l'éventualité où il ne ferait pas l'objet d'un agrément ou d'un avis technique délivré par le CSTB ou s'ils n'étaient pas utilisés conformément aux directives et recommandations figurant dans la décision d'agrément ou dans l'avis technique.3

#### **REGLEMENTATIONS TECHNIQUES**

Les ouvrages seront calculés et exécutés conformément :

- Aux lois, décrets, arrêtés et normes en vigueur à la date de remise de l'offre ;
- Aux documents techniques unifiés (DTU) en vigueur à la date de remise de l'offre ;
- Aux règles de calcul en vigueur à la date de remise de l'offre ;
- Aux normes et DTU en vigueur, à la date d'exécution des travaux, indiqués en tête du lot sans que cette

liste soit limitative.

#### **REGLEMENTATIONS SUR LA SECURITE**

- Les matériaux ou éléments employés sur le chantier devront avoir fait l'objet d'essais par un laboratoire agréé et leur comportement au feu devra répondre à l'utilisation qui en est faite.

Classement du bâtiment : *Type W - 5ème Catégorie.*

### **ARTICLE 8 – INDICATIONS GENERALES**

#### **ETIQUETAGE DES MATERIAUX**

L'entreprise devra être en mesure de fournir au Maître d'Ouvrage les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction se reportant au projet relatif à son lot en référence à l'application de la norme NF P01-010.

A défaut quand elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations, concernant leurs performances environnementales et limitées aux seuls impacts sanitaires, doivent au moins être connues de l'entreprise.

De plus elles doivent être disponibles sous une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P01-010.

#### **PERIODE DE PREPARATION DU CHANTIER**

L'entreprise devra pendant la période de préparation du chantier :

- Réaliser un relevé précis des côtes avant toute commande à son fabricant ;
- Établir les études d'exécution et les notes de calculs ;
- Réaliser les plans et détails d'exécutions ainsi que les plans d'atelier et de chantier ;
- Fournir tous les échantillons nécessaires ;
- Fournir toutes les fiches techniques des matériaux prévues au CCTP et en complément celles des matériaux techniquement équivalents que l'entreprise souhaite mettre en œuvre ;
- Les plans d'exécutions des ouvrages seront réalisés par l'entreprise, la Maîtrise d'Ouvrage ayant une mission de base avec Visa ;
- L'entreprise doit établir, ou faire réaliser à leurs frais, les notes de calculs ainsi que tous les plans d'atelier, de chantier et de détails de ses ouvrages ;

- Ces documents seront soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage et du Bureau de Contrôle dès le démarrage du chantier et éventuellement modifiés selon leurs instructions, sans qu'un supplément financier puisse être réclamé : le démarrage des travaux ne pourra commencer qu'après leur accord écrit sur les documents présentés ;
- Les dimensions et surcharges données dans le C.C.T.P. sont indicatives et devront être confirmées en phase Exécution par le titulaire du lot.

#### **OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEURS**

##### ***Pendant la période de préparation :***

L'entreprise devra fournir toutes indications utiles pour permettre la mise au point définitive des détails.

##### ***Avant le début d'exécution :***

L'entreprise devra s'assurer :

- De la conformité des plans
- Des respects des points de détails établis ultérieurement

##### ***Pendant l'exécution :***

- L'entreprise devra à ses frais, risques et périls s'assurer ;
- Du chargement, déchargement et montage à pied d'œuvre, de tous ses matériaux et matériels ;
- De l'utilisation de tous dispositifs de protection et de sécurité pour son personnel et les Agents sur place pendant l'exécution de ses travaux.

Elle devra toutes les prestations indispensables au complet et parfait achèvement de ses ouvrages, sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire.

#### **RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE**

L'entrepreneur répond suivant le marché et la loi d'une exécution soignée, ponctuelle et sans défaut des ouvrages.

L'entrepreneur est responsable des travaux et des dispositions techniques qu'il a lui-même proposés.

Il est de plus, seul et pleinement responsable des dommages et accidents de toute nature qui surviendraient à son personnel et à son matériel, à des tiers ou à leur matériel du fait et à l'occasion des travaux. Sa responsabilité s'étend en particulier aux travaux exécutés en sous-traitance.

Avant la mise en route et au cours des travaux, l'Entrepreneur doit appeler par écrit l'attention du Maître d'Ouvrage sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'il est amené à constater dans les documents qui lui ont été remis et dans les ordres qu'il a reçu, sous peine d'en supporter lui-même les conséquences.

La responsabilité de l'Entrepreneur n'est cependant pas engagée pour les accidents ou dommages résultant des cas de force majeure tels qu'ils sont définis par le Cahier des Clauses Administratives Générales et par la législation.

L'entrepreneur demeure responsable des dégradations causées tant sur les bâtiments existants que sur les voies et espaces verts dans l'enceinte du site de l'U.I.O.S.P.

Il reste bien entendu que l'entreprise sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

En cas de dommage causé à un réseau ou ouvrage existant, l'entrepreneur doit informer le Maître d'Ouvrage. Il aura à ses frais toutes interventions nécessaires à la remise en état y compris le remplacement par des produits neufs de même qualité) des ouvrages endommagés

#### **STOCKAGE DES MATERIAUX**

Aucun stockage important ne sera possible sur site. L'entreprise approvisionnera ses matériaux et matériels au fur et à mesure de ses besoins : l'entreprise devra se rapprocher du Maître d'Ouvrage pour définir les possibilités de zone de chantier pendant la période de préparation.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le stockage des matériaux sur les planchers ne devra jamais apporter de surcharges localisées excédant les hypothèses de calcul.

#### **ASSISTANCE TECHNIQUE**

Pour l'exécution de certains travaux, l'assistance technique d'un fabricant pourra être imposée, et l'entrepreneur titulaire devra être agréé par le fabricant.

#### **PROTECTION DES CONDUITES ET RESEAUX**

Chaque entreprise concernée devra reconnaître les tracés de canalisations, conduites, électricité, eau, etc..., aériennes et souterraines.

Elle prendra toutes précautions réglementaires pour assurer la protection des canalisations de toutes natures, aériennes ou enterrées ; elle devra faire toutes déclarations auprès des services publics, ou para-publics, pour éviter tout accident lors des terrassements ou mouvements de véhicules et d'engins.

En aucun cas, les entreprises ne pourront arguer de la présence de ces ouvrages pour demander une modification des délais d'exécution ou du montant de son forfait en invoquant l'impossibilité d'utiliser certains types de matériels.

### **ARTICLE 9 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES**

#### **RACCORDS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE**

L'entreprise devra prendre toutes dispositions tant en ce qui concerne les percements que les trous, scellements et calfeutrements, pour qu'ils soient effectués avant la terminaison des finitions, ce qui évitera tous raccords ultérieurs inadmissibles. Au cas où les directives ci-dessus ne seraient pas respectées, tous les raccords nécessaires seront exécutés à la charge de l'entreprise.

#### **OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE**

##### **RECONNAISSANCE DES LIEUX - VISITE SUR PLACE**

L'Entrepreneur doit avoir effectué la reconnaissance des lieux, reconnu les accès, les réseaux existants, et avoir une parfaite connaissance des éléments afférents aux prestations de son corps d'état.

Lors de la remise de son offre, l'entreprise est réputée avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de ses ouvrages, s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités. De plus, elle devra également tenir compte des gênes occasionnées par les difficultés, d'occupation des locaux, d'accès, d'approvisionnement, Etc...

Le maintien en service des installations existantes est impératif

Il ne pourra invoquer après la notification du marché, sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique des lieux pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission

Dans le cadre du présent marché de travaux, une visite des lieux est obligatoire. L'entreprise devra prendre rendez-vous avec le secrétariat de l'UIOSP - 05 53 02 53 94 entre 7h30 et 15h30.

#### **AUTORISATION DE VOIRIE ET BRANCHEMENTS DE TOUTES NATURES**

Toutes les autorisations nécessaires concernant les branchements et raccordements divers seront demandées par l'entreprise aux administrations concernées et aux services techniques de l'UIOSP. Tous les frais, risques et périls demeurent à la charge de l'Entrepreneur. Une copie de toute correspondance relative à ces démarches sera transmise au Maître d'Ouvrage.

#### **ÉCHANTILLONS ET TEINTES**

L'entreprise sera tenue de fournir au cours de la période de préparation tous les échantillons prescrits dans son CCTP.

Les échantillons sont inscrits dans le PV de chantier lors de leur remise. Le Maître d'Ouvrage et le Bureau de contrôle seront seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier. Aucune commande ne peut être passée par l'entreprise, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation correspondante n'a pas été validée.

Les teintes des différents matériaux seront données pendant la phase chantier ; aucun supplément de prix ne sera accepté lors du choix définitif du Maître d'Ouvrage



### **AGREMENT DU MAITRE D'OUVRAGE**

Tous les ouvrages et échantillons de références différentes de celles décrites au CCTP ou sur les plans n'ayant pas obtenu l'agrément du Maître d'Ouvrage avant commande peuvent être refusés à tout moment ou lors de la réception.

### **CONTRÔLES, ESSAIS ET EPREUVES**

L'entrepreneur doit tenir compte, sans augmentation de son forfait, des observations du Bureau de Contrôle concernant le choix des matériaux et leur mise en œuvre. Il doit en particulier appliquer toutes les instructions portées dans le rapport préliminaire du bureau de contrôle concernant ces différentes missions.

### **DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES**

- 1 exemplaire papier dans un classeur ;
- 1 exemplaire format PDF ;
- 1 exemplaire des plans (format dwg) ;

Au plus tard lors de la réception des travaux.

Tant que les D.O.E. n'auront pas été remis au Maître d'Ouvrage, les Décomptes Définitifs des Travaux ne pourront être transmis et les pénalités prévues dans le C.C.A.G. et le C.C.A.P. seront appliquées.

Ces dossiers sont constitués des documents suivants (liste non limitative - voir également prescriptions du C.C.A.P. ) :

- Plans de recollement conforme en tous points à la réalisation des travaux ;
- Plans ou schémas spécifiques par réseaux ou par fluides (cheminements, organes de coupures ...) ;
- Dossier de format A3 des plans de recollement ci-dessus réduits ;
- Fiches techniques des matériaux et produits divers ;
- Certificats liés aux écobilans des matériaux ou procédés de constructions mis en œuvre en relation avec une démarche environnementale particulière au projet ;
- Notices techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des divers appareils accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages ;
- Prescriptions des fournisseurs pour la maintenance des éléments mis en œuvre ;
- Procès-verbaux d'essais, certificats de conformité, etc ;
- Livret spécifique des prescriptions de maintenance décrivant les opérations à réaliser par les usagers pour maintenir la qualité environnementale du bâtiment et préconisant des produits d'entretien faiblement polluants et non nocifs ;

Les précisions sur la présentation de ces documents seront données par la Maîtrise d'Ouvrage, préalablement à leur établissement.

## **ARTICLE 10 – ORGANISATION DE CHANTIER**

### **RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les rendez-vous de chantier, auront lieu de façon hebdomadaire à jours et heures fixes. L'entreprise sera obligatoirement tenue de participer à ces réunions ou d'y être valablement représentés.

Un compte rendu sera établi à l'issue de chaque réunion et diffusé aux différents intervenants.

### **HYGIENE ET SECURITE**

Toutes les prestations réglementaires et nécessaires à la réalisation des travaux sont réputées incluses dans les prix de l'entreprise.

### **DISPOSITIFS DE SECURITE – MOYEN DE LEVAGE**

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions de protection nécessaires conformes à la réglementation en vigueur afin d'assurer la sécurité des agents et du Public.

Les moyens de levage et les échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages seront prévus par l'entreprise (sauf dispositions particulières prévues dans le C.C.T.P.) : ils répondront aux exigences de sécurité en vigueur et devront être soumis à l'accord du Bureau de Contrôle.

L'entreprise concernée par l'utilisation d'engins (Nacelles, Grues, Pelles, Camions, Etc...) devra communiquer pendant la période de préparation les caractéristiques techniques de chaque matériel afin d'être validé par le Bureau de contrôle.



Ces dispositions complémentaires seront prévues dans les prix unitaires des ouvrages et feront partie intégrante de l'offre.

#### **PROTECTION DES OUVRAGES**

La protection des ouvrages doit être assurée par l'entreprise pour ses propres travaux, contre les dégâts qui pourraient survenir du fait des intempéries (déshydratation, gel, pluies, etc...), ou du fait de dégradations mécaniques, volontaires ou non (vol, chocs, chutes de matériaux ou d'outils, etc...).

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas endommager les ouvrages et revêtements mitoyens à ceux de son intervention

En particulier, toutes les protections nécessaires seront prévues par l'entreprise lors de ses interventions, ainsi que les déplacements provisoires et remise en place de matériels qui pourraient les gêner, après accord du Maître d'Ouvrage

Toute dégradation sera réparée aux frais de l'entreprise qui les aura causées.

#### **POLLUTIONS ET NUISANCES DE CHANTIER**

Un chantier peut être la cause de diverses nuisances que le Maître d'Ouvrage souhaite voir minimisées :

- Déchets épars sur le chantier et aux abords
- Bruits et vibrations
- Pollutions de l'air (poussières, odeurs, envols...)
- Pollution du sol et des eaux (déversements accidentels, effluents liquides...)
- Souillure des chaussées
- Encombrement des abords (circulation, stationnement, manœuvres)
- Dégradations diverses de la végétation, du mobilier urbain
- Etc...

#### **Installation du chantier**

Une aire de stationnement des véhicules chargés des approvisionnements et de l'évacuation des déchets pourra être prévue. L'emplacement sera à déterminer pendant la période de préparation du chantier avec la Maitrise d'Ouvrage.

L'entreprise prévoira de clôturer cette espace si nécessaire.

#### **Pollution du sol et des eaux**

La pollution du sol et des eaux pourra être évitée grâce :

- A l'étiquetage réglementaire des bidons et des pots ;
- A l'interdiction du nettoyage des pinceaux, rouleaux et autres produits sur le site de l'UIOSP.

L'entreprise constitue un kit d'intervention d'urgence permettant d'absorber ou de neutraliser tout déversement accidentel (carburant, huile, graisse, solvant, acide, peinture, vernis...).

#### **Pollution de l'air**

La proximité du bâtiment et les travaux intérieurs nécessitent des précautions pour la sécurité et le confort des usagers de ces infrastructures.

##### **- La pollution de l'air regroupe :**

- Les émissions de poussières provenant du trafic des engins par temps sec, du percement et de la découpe des matériaux des chantiers non nettoyés ;
- Les mauvaises odeurs dues aux vapeurs de carburants, aux matériaux et produits utilisés, etc ;
- Les engins et véhicules qui ne respectent pas la réglementation ;
- Le brûlage des déchets (qui est proscrit sur le site de l'UIOSP) ;

Elle sera limitée grâce à différentes mesures :

- Nettoyage journalier des voiries et des zones de chantier intérieures et extérieures, aspiration des poussières, outillage muni de filtre à poussière, interdiction stricte du brûlage, etc.

#### **Pollution visuelle**

La pollution visuelle est générée par la dégradation des abords, les salissures sur la voie publique, le dépôt ou l'envol de déchets, etc. Pour lutter contre ces nuisances, le nettoyage périodique des abords du chantier et des aires de stationnements et de livraisons.

#### Nuisances acoustiques

Durant le chantier, l'entreprise devra, utiliser des engins et du matériel insonorisés ainsi que des protections auditives et privilégier les techniques constructives limitant les nuisances sonores.

Lors de l'exécution des travaux, les nuisances sonores générées par le chantier seront réduites par :

- La conformité aux réglementations acoustiques en vigueur des différents matériels et engins (marquage CE et indication du niveau de puissance acoustique garanti) ;
- La réduction des nuisances sonores générées sur un chantier par la diminution des émissions à la source ;
- Une bonne préparation permettant d'éviter les reprises (réservations...)
- Une réflexion sur l'organisation de chantier de façon à éviter les pics sonores.

#### Pénalités

L'entreprise ne respectant pas les prescriptions définies ci-dessus pourra être redevable d'une pénalité de 500 € HT à chaque manquement constaté, sans qu'il soit besoin de procéder à un avertissement ou à une mise en demeure préalable.

En cas de manquement de la part d'une entreprise sous-traitante, c'est l'entreprise titulaire qui en sera tenue responsable.

### **NETTOYAGE**

L'entreprise devra réaliser quotidiennement, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux, le nettoyage et l'évacuation de ses gravois en décharge contrôlée, conformément à la législation en vigueur : dans le cadre de la gestion des déchets, l'entreprise aura à sa charge le tri sélectif de ses gravois ; un bordereau de suivi des déchets accompagnera le chargement et assurera la traçabilité de l'opération.

L'entreprise procédera à la mise en place de toutes les protections nécessaires notamment pour les bardages métalliques se trouvant sur le site.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger tous les nettoyages et remises en ordre complémentaires qu'il jugerait nécessaire pendant la période des travaux, aux frais des entreprises défailtantes ou du compte de répartition dans le cas où celles-ci ne peuvent être reconnues.

## **ARTICLE 11 – INSTALLATION DE CHANTIER**

### **ORGANISATION**

Au premier rendez-vous de la période de préparation, le Maître d'Ouvrage évoquera l'organisation du chantier à mettre en place pour l'ensemble des travaux.

### **ACCES CHANTIER**

L'accès de l'entreprise se fera par l'impasse Jay de beaufort. Une zone de chantier pourra être éventuellement aménagée en accord avec le Maître d'Ouvrage pendant la période de préparation. L'entreprise aura à sa charge exclusive, la délimitation de cette zone avec une clôture en panneaux ajourés ainsi que le nettoyage et la remise en état éventuelle des chaussées, y compris tous les frais y afférents. En aucun cas cette espace ne servira à stocker les déchets.

### **BRANCHEMENT DE CHANTIER**

#### Branchement d'eau – abonnement

Un branchement d'eau potable sera mis à disposition de l'entreprise pendant toute la période des travaux, à l'extérieur du bâtiment. Les frais de consommation seront pris en charge par le Maître d'Ouvrage, sauf consommations abusives constatées.

#### Branchement électrique – abonnement

L'entreprise utilisera l'électricité du bâtiment pour l'ensemble de ses prestations sauf en cas de puissance trop importante.

L'entreprise installera un dispositif de branchement de comptage conformément à la réglementation en vigueur, y compris une grille de dérivation permettant le branchement des installations nécessaire au chantier.  
Les frais de consommations seront pris en charge par le Maître d'Ouvrage.

### **GARANTIES ET ASSURANCES**

Conditions de garanties et assurances

- Tous les travaux compris dans le marché seront soumis aux garanties « bâtiments » telles qu'elles sont définies par les articles 1792 et 1792-1 à 6 du Code Civil, loi du 4 janvier 1978 ;
- Garantie de « parfait achèvement » d'une durée de UN AN à compter de la réception (art.1792-6) ;
- Garantie biennale à compter de la réception (art.1762-3) ;
- Garantie décennale à compter de la réception ;
- Les assurances des entrepreneurs et des intervenants concernés seront conformes à ces clauses de garantie ;
- Pour répondre à ces garanties avec les assurances correspondantes, les ouvrages devront :
  - Soit être réalisés par des procédés traditionnels et agréés comme tels ;
  - Soit relevé d'un agrément particulier du groupement des compagnies d'assurances ;
  - Soit relevé d'avis technique CSTB ou d'un ATEX ;
- S'ils ne répondent pas à ces conditions, les ouvrages concernés feront l'objet d'une assurance spécifique "fabricant entrepreneur" intégrant la suppression Maître d'Ouvrage et présentant pour le Maître d'ouvrage les mêmes garanties et conditions que le régime normal biennal/décennal.

## **ARTICLE 12 – PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES**

### **PRESTATIONS PARTICULIERES**

*Reproduction de documents et diffusion à la charge du Maître d'Ouvrage :*

- Reproduction des dossiers complémentaires pour constituer les marchés et avenants éventuels ;
- Reproduction des documents pour le chantier (planning - plans – CCTP...).

*Branchements et consommations :*

- Eau potable à la charge du Maître d'Ouvrage ;
- Electricité, branchement spécifique au chantier à la charge de l'Entreprise ;
- Consommations à la charge du Maître d'Ouvrage ;

*Installations provisoires :*

- Sanitaires : Mise à disposition et entretien par le Maître d'Ouvrage
- Vestiaires-Réfectoires : L'entreprise

*Clôture de chantier*

- Panneau réglementaire de déclaration préalable : Maître d'Ouvrage
- Clôture aire de chantier (entretien/réparation/dépose) : L'entreprise
- Délimitation des zones de chantiers : Maître d'Ouvrage à l'intérieur du bâtiment
- Entreprise à l'extérieur du bâtiment
- Gardiennage (sans objet)
- Sécurité sur le chantier et contrôle : Installations propres à l'exécution des travaux (conformément aux normes de sécurité) : L'entreprise
- Nettoyage : Nettoyage général du chantier, bâtiments et abords : L'entreprise
- Nettoyage après chaque intervention dans le bâtiment : L'entreprise
- Nettoyage de mise en service pour la réception des travaux : L'entreprise.

### **GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

La prise en compte des déchets s'inscrit dans l'évolution actuelle et, notamment, la fermeture des décharges et l'obligation de tri sélectif. L'enjeu est important puisque, globalement en France, les déchets de chantier représentent une masse plus importante que les déchets ménagers. Il est donc impératif de prendre des dispositions pour en produire moins, puis pour trier les déchets produits afin d'en recycler ou d'en valoriser le plus possible.

Elle a pour objet :

*Prévention et la réduction :*

- de la production de déchets,
- de leur nocivité,

- La valorisation des déchets après un tri approprié ;
- L'organisation du transport des déchets en limitant la distance et le volume.

Préparation :

Elle permet de définir le nombre et les types de catégories de tri de déchets devant être envisagées sur le chantier, l'objectif étant d'éliminer les déchets dans le respect de la réglementation et d'atteindre une valorisation maximum à un coût minimum.

Il s'agit de réduire la quantité et la nocivité des déchets et de promouvoir l'utilisation de biens ou de produits plus respectueux de l'environnement, c'est-à-dire recyclables ou réutilisables, moins toxiques et moins générateurs en déchets d'emballage. Les intérêts de la prévention sont de limiter les tonnages de déchets à traiter et de maîtriser les coûts de traitement des déchets.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise définit les déchets générés pour ses travaux. Ces déchets seront ensuite évacués du chantier et stockés, dans des conteneurs adaptés, sur les aires de stockage existants sur le site de l'entreprise.

La gestion des coûts occasionnés :

L'entreprise chiffrera dans son DPGF le montant forfaitaire de ses propres déchets.

Parmi les différentes filières, on préférera en général la valorisation matière à des solutions de type stockage ou incinération.

Cependant, pour chaque déchet, on cherchera à déterminer la solution la plus satisfaisante du point de vue environnemental.

Classification des déchets :

On distingue trois catégories de déchets du bâtiment :

- Déchets inertes (DI) : tuiles et briques, pierre, béton, parpaings de béton, enduits, carrelages, céramiques de sanitaires, vitrage ordinaire, gravats de terrassement (terre et cailloux) dont le potentiel polluant est insignifiant.
- Déchets industriels banals (DIB) : plâtre, métaux, plastiques, revêtements de sols, menuiseries bois + verre, équipement intérieur, fils électriques, etc. qui sont assimilables aux déchets ménagers et assimilés (DMA) et ne doivent pas contenir de substances toxiques ou dangereuses.
- Déchets industriels spéciaux (DIS) ou déchets dangereux (DD) : bois traités, peintures, solvants, colles, cartouches, récipients souillés, emballages non vides ou non rincés, goudron, amiante, etc. qui nécessitent des traitements spécifiques.

Prescriptions

Il est interdit de :

- brûler des déchets sur le chantier ;
- abandonner, enfouir ou répandre des déchets liquides ou solides ;
- rejeter des effluents liquides non traités dans les réseaux de ville ;
- abandonner ou enfermer des déchets (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc..) ;
- éliminer en décharge de classe III les déchets non inertes ;
- éliminer en décharge de classe II les déchets industriels spéciaux (peintures, colles...) ;
- entreposer les déchets industriels spéciaux hors des conteneurs prévus.

L'entreprise doit valoriser ou faire valoriser ses déchets d'emballages industriels et commerciaux (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994), et doit donc les stocker dans les conditions permettant leur valorisation.

Les déchets industriels spéciaux doivent impérativement rejoindre une filière agréée (et bien sûr, ne pas subir de mélange). Ils sont stockés de manière à être inaccessibles en dehors des heures d'ouverture du chantier.

L'entretien des véhicules et engins (huile, pneumatiques, batteries, bidons et cartouches, filtres, liquides divers) est effectué hors du chantier.

Installation de l'aire de stockage des déchets

Afin de faciliter la valorisation, le stockage des différents déchets sera organisé sur les aires de stockage existant sur le site de l'entreprise.

Gestion différenciée des déchets de chantier

Réduction des déchets à la source

Les emballages représentent une partie importante des déchets. Une logistique appropriée de l'entreprise sur le chantier permettra de réduire leur quantité. Ainsi, l'entreprise prendra contact au démarrage du chantier avec ses fabricants ayant une politique de réduction des emballages, de reprise des emballages ou d'emballages facilement valorisables.

La gestion des contraintes et de la manutention du chantier devra permettre de diminuer les casses et les dégradations, sources d'une quantité non négligeable de déchets.

Les déchets présentant un foisonnement important (cartons, films plastiques) sont comprimés et liés afin d'en réduire le volume et d'éviter les envols.

Les déchets susceptibles d'absorber de l'eau (papier/carton, panneaux de plâtre, laines minérales, isolants végétaux...) sont entreposés à l'abri de la pluie, pour éviter une surcharge pondérale et une désagrégation empêchant leur recyclage.

#### **Évacuation et élimination des déchets**

Les déchets seront dirigés vers les voies d'élimination les plus adaptées à leur catégorie (déchetteries, centres de regroupement et de tri, centres de stockage de classes 2 et 3, unités de valorisation énergétique).